

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG58/M/2

WT/REG59/M/2

WT/REG60/M/2

WT/REG61/M/2

16 juin 1999

(99-2442)

Comité des accords commerciaux régionaux
Vingt-deuxième session

EXAMEN DES ACCORDS ENTRE LA TURQUIE ET LA HONGRIE; ENTRE LA TURQUIE ET LA ROUMANIE; ENTRE LA TURQUIE ET ISRAËL; ENTRE LA TURQUIE ET LA LITUANIE

Note sur la réunion du 4 mai 1999

Président: M. l'Ambassadeur G. Gonzalez (Argentine)

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/1063.
2. Au titre des points D. V à VIII de l'ordre du jour, le Comité des accords commerciaux régionaux a examiné les accords de libre-échange entre, d'une part, la Turquie et, d'autre part, la Hongrie, la Roumanie, Israël et la Lituanie, respectivement.
3. Le Président a dit que vu la situation institutionnelle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), certains Membres avaient demandé que la présente réunion n'ait pas lieu. Toutefois, à la suite de consultations, il avait été convenu que les délégations venues des capitales seraient autorisées à faire leurs déclarations et à présenter leurs documents à distribuer aux Membres. Les Membres auraient deux semaines pour présenter leurs questions par écrit, après quoi les Parties aux accords disposeraient de deux autres semaines pour donner leurs réponses qui pourraient alors être examinées à la prochaine réunion formelle en juillet.
4. La représentante de la Turquie s'est réjouie d'avoir la possibilité de poursuivre l'examen des accords conclus entre la Turquie et Israël, la Roumanie, la Lituanie et la Hongrie. Ces accords avaient été examinés à la réunion du Comité du 11 février 1999, et la première séance d'examen, facilitée par le Modèle de présentation type pour la communication de renseignements utilisé pour chaque accord, avait porté sur presque tous les aspects desdits accords. Des comptes rendus des examens en question avaient été distribués sous les cotes WT/REG58/M/1, WT/REG59/M/1, WT/REG60/M/1 et WT/REG61/M/1. Sa délégation avait collaboré avec les autres Parties pour répondre aux questions écrites présentées par les Membres, et ces questions et réponses avaient été distribuées sous la cote WT/REG/GEN/2. Les réponses à ces questions, avec les statistiques sur le détail des échanges visés, distribuées sous la forme d'un document au cours de l'actuelle réunion, contribueraient à faire progresser l'examen. Les accords préférentiels conclus par la Turquie avaient tenu compte des relations commerciales et économiques avec les pays tiers non visés par le traitement préférentiel. Malgré le fait que la Turquie avait négocié une série de régimes d'échanges préférentiels depuis 1995, les importations en provenance de pays tiers admises en régime NPF avaient sensiblement progressé. Par exemple, entre 1995 et 1998, le commerce de la Turquie avec les pays d'Afrique du Nord avait augmenté d'environ 50 pour cent, même s'il n'existait aucun accord de commerce préférentiel entre la Turquie et l'un ou l'autre de ces pays. Au cours de la même période, les importations en provenance des États-Unis, de l'Australie et du Japon s'étaient accrues de 8,5, 71 et 46 pour cent respectivement. Comme cela avait été indiqué à la première séance d'examen, la Turquie n'avait introduit aucun obstacle au commerce avec les pays tiers. Toutefois, trois des accords visés par l'examen n'étaient

entrés en vigueur qu'en 1998, et il se pouvait que les données soient trop récentes pour tirer des conclusions claires sur leurs effets de création et de détournement d'échanges, mais les accords de libre-échange qu'avait conclus la Turquie avaient été négociés dans le contexte des engagements de large portée qu'elle avait souscrits lors du Cycle d'Uruguay concernant l'accès aux marchés; ces engagements limitaient les marges de préférence et offraient de nouveaux débouchés commerciaux aux pays tiers. La notification des accords conclus avec la Roumanie, la Lituanie et la Hongrie avait été faite le 16 avril 1998, peu après leur entrée en vigueur les 1^{er} février, 1^{er} mars et 1^{er} avril respectivement. Entré en vigueur le 1^{er} mai 1997, l'Accord de libre-échange entre Israël et la Turquie avait été notifié au Conseil du commerce des marchandises le 11 juin 1997. Dans le cadre des accords, les Parties avaient éliminé les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives pour l'essentiel de leurs échanges. Les accords portaient sur les échanges de tous les produits industriels ainsi qu'un grand nombre de produits agricoles bruts et transformés et de produits de la pêche. Selon les statistiques des importations de la Turquie pour 1997, les taux de couverture des accords conclus avec la Roumanie, la Lituanie et la Hongrie étaient de 90, 98 et 94 pour cent respectivement, tandis que celui de l'accord passé avec Israël était de 97 pour cent. Les Parties s'étaient mutuellement ménagé des possibilités d'accès préférentiel à leurs marchés pour un certain nombre de produits agricoles énumérés dans des listes positives. La poursuite de la libéralisation des échanges de produits agricoles était un élément important de chaque accord, les Parties étant résolues à accorder de nouvelles concessions pour ces produits. Il était injustifié de dire que les produits agricoles n'étaient pas visés par les accords. Les dispositions concernant les règles d'origine qui étaient contenues dans les accords passés avec la Roumanie, la Lituanie et la Hongrie étaient similaires, étant donné que tous ces pays faisaient partie du système du cumul européen de l'origine, fondé sur le principe du cumul diagonal de l'origine entre pays membres. Les principes régissant ce système avaient été notifiés à l'OMC le 20 août 1998 et les débats sur cette question avaient été relatés dans le document WT/REG/GEN/1 du 21 janvier 1999. Les règles d'origine ne créaient pas de nouvelles restrictions au commerce des pays tiers puisqu'elles ne visaient pas à priver ces pays de leurs droits NPF; en outre, elles étaient souples eu égard aux intrants originaires de pays tiers et, de ce fait, contribuaient à la libéralisation mondiale des échanges. S'agissant de l'application des mesures de sauvegarde, les dispositions des accords étaient pleinement conformes à l'article XIX du GATT et à l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, les mesures étant appliquées sans discrimination entre les Parties et les non-Parties. Chaque accord prévoyait des périodes de transition pour les produits sensibles, et le processus d'établissement des zones de libre-échange serait achevé d'ici à 2000 avec Israël, 2001 avec la Lituanie et la Hongrie et 2002 avec la Roumanie. La libéralisation complète entre les Parties interviendrait dans un délai maximum de trois ans. L'intervenante considérait que les accords étaient pleinement conformes aux principes du système commercial multilatéral de l'OMC.

5. Le représentant de la Hongrie a dit que sa délégation avait reçu des questions écrites après la première séance d'examen, et avait fourni des réponses dont il espérait que les Membres les jugeraient satisfaisantes. Il tenait à mettre en lumière certains chiffres concernant le traitement des importations hongroises en provenance de la Turquie. Les documents distribués au cours de la réunion montraient que 81,4 pour cent des importations totales de la Turquie en 1995 avaient été admises en franchise de droit nul, 10,6 pour cent des importations avaient été assujetties à un taux inférieur au taux NPF mais supérieur à zéro, et que 8 pour cent avaient été soumises au taux NPF. Les chiffres correspondants pour 1996 étaient respectivement de 77,6, 10,4 et 12 pour cent. Pour 1997, ils étaient de 76,2, 9,8 et 14 pour cent. La part des produits bénéficiant des préférences de l'Accord dans les importations avait été de 92 pour cent en 1995 (dont 88 pour cent en franchise et 12 pour cent assujettis à un taux inférieur au taux NPF mais supérieur à zéro); en 1996, 83,5 pour cent de ces produits avaient été admis en franchise et 16,5 pour cent à un taux inférieur au taux NPF mais supérieur à zéro; en 1997, les chiffres correspondants avaient été respectivement de 89 et 11 pour cent. Dans le cas d'Israël, en 1995, 85 pour cent des importations totales avaient été admises en franchise de droit, 9 pour cent à un taux inférieur au taux NPF mais supérieur à zéro, et 6 pour cent au taux NPF; en 1996, les chiffres correspondants avaient été de 89, 7 et 4 pour cent; en 1997, ils avaient été de 87, 8 et 5 pour cent. Par

conséquent, sur les 94 pour cent de produits en provenance d'Israël qui avaient bénéficié de préférences, dont 90,5 pour cent avaient été admis en franchise et 9,5 pour cent à un taux non nul inférieur au taux NPF; en 1996, cette part était de 96 pour cent, dont 91,6 pour cent en franchise et 8,4 pour cent à un taux inférieur au taux NPF mais supérieur à zéro; en 1997, les chiffres correspondants avaient été de 95 pour cent, 91,4 pour cent et 8,6 pour cent.

6. Le représentant d'Israël a corrigé la réponse donnée par sa délégation à la première question posée par la délégation du Japon dans le document WT/REG/GEN/2. Il convenait d'ajouter les mots "la plupart" au début de la première phrase. La phrase corrigée devrait se lire ainsi: "La plupart des Parties aux accords ne peuvent notifier à l'OMC leurs accords respectifs qu'après avoir accompli les procédures de ratification." Un corrigendum écrit serait bientôt communiqué au Secrétariat.

7. Le Président a remercié le représentant d'Israël de son observation et a dit que le Secrétariat apporterait les modifications nécessaires. Il a suggéré que le Comité continue d'utiliser la procédure convenue antérieurement et prenne note de l'intervention, et autorise les Membres qui voulaient poser d'autres questions à présenter celles-ci dans les deux semaines de manière que les Parties aux accords puissent y répondre dans les deux semaines suivantes.

8. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que, pour éviter toute discrimination à l'égard des autres accords soumis à l'examen ce jour-là, il appuyait le point de vue selon lequel la séance d'après-midi devrait suivre la même procédure que celle qui avait été convenue pour la séance du matin.

9. Le représentant d'Israël a dit qu'après avoir consulté les Parties aux accords à examiner à la prochaine séance, il proposait d'accepter la suggestion faite par le représentant des CE.

10. Le Directeur de la Division du développement a dit que les points suivants figuraient à l'ordre du jour de la réunion du Comité: l'examen des trois accords conclus entre, d'une part, Israël et, d'autre part, la Hongrie, la République tchèque et la République slovaque, respectivement; l'examen de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale pour ce qui était de l'accession de la Bulgarie; et l'examen des trois accords conclus entre, d'une part, la Slovaquie et, d'autre part, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, respectivement. Normalement, l'examen des accords conclus par Israël devait être présidé par l'Ambassadeur Chul-Ki Ju et l'examen des autres accords par M. Stoler. Puisque l'Ambassadeur Ju était actuellement absent, il a suggéré que le Comité entame l'examen de la prochaine série d'accords à sa prochaine séance (l'après-midi).

11. Le Président a suggéré que le Comité suive le conseil du Directeur de la Division du développement. Il a indiqué que la forme que prendrait la prochaine session devait être laissée à l'appréciation du Président de session.

12. Le Comité a pris note des observations formulées.
